MERCREDI 30 AOÛT 2023 WWW.TEMOIGNAGES.RE

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 21335 - 79EME ANNÉE

Le sens de l'hospitalité, une valeur fondamentale dans notre région

Madagascar : engouement sincère et massif pour les Jeux des îles

L'organisation par Madagascar des Jeux des îles est déjà un succès grâce au sens de l'hospitalité du peuple malgache. De nombreux événements se déroulent à guichet fermé, signé de l'intérêt des Malgaches pour ces Jeux, malgré le fait que l'accès à toutes les compétitions est payant pour les spectateurs. Le contraste avec les derniers Jeux des îles organisés à La Réunion fait réfléchir.

L'organisation des Jeux des îles de l'océan Indien par Madagascar avait fait l'objet de critiques affirmant que les pays ne serait pas capable d'organiser un tel événement. Certains étaient sur les rangs pour récupérer l'organisation.
A Madagascar, le contexte préélectoral à été à l'origine de déclarations d'opposants affirmant que les Jeux des îles ne pourraient y avoir lieu selon le calendrier prévu.
Force est de constater que les critiques se sont tues. Malgré le drame survenu en marge de la cérémonie d'ouverture, les Malgaches ont surmonté la tristesse liée à la mort de 14 personnes pour faire de ces Jeux une grande rencontre des peuples de l'océan Indien.

Le sens de l'hospitalité

Une des caractéristiques du peuple malgache est son sens de l'hospitalité. Outre l'accueil des délégations dans leur lieu d'hébergement, ce sens de l'hospitalité se manifeste par une forte affluence dans les tribunes lors des différentes compétitions. C'est un fait à souligner, car l'accès des spectateurs aux épreuves sportives est payant. La somme minimale de 3000 ariary pour une place peut paraître peu élevée pour un Réunionnais totalement intégré dans la société de consommation à l'occidentale. Mais pour un Malgache, 3000 ariary permettent par exemple de s'acheter plusieurs repas, ou 5 places de bus pour se déplacer à l'intérieur d'Antananarivo.
Pour limiter les files d'attente à l'entrée des sites des compétitions ou dans les points de vente de tickets en ville d'Antananarivo, un système de billetterie en ligne à été mis en œuvre en partenariat avec Ticketplace. Le paiement s'effectue en mobile money, un mode de paiement très courant à Madagascar où la majorité de la population est exclue du système bancaire classique avec carte de crédit, et cætera, mais possède un téléphone avec un compte de mobile banking avec un des trois opérateurs : Orange, Telma ou Airtel.
Il n'est pas rare que bien avant le début d'une compétition apparaisse l'étiquette sold-out chez Ticketplace, ce qui signifie que toutes les places ont été vendues.

Et à La Réunion ?

Cette donnée seule rappelle combien Madagascar méritait d'organiser cette 11e édition des Jeux des îles de l'océan Indien.
Pour ceux qui se souviennent des Jeux des îles organisés à La Réunion en 2015, le contraste est saisissant. A La Réunion, toutes les places étaient gratuites mais les tribunes étaient bien souvent vides. Il suffit de se rappeler des images de la cérémonie d'ouverture.
Ce contraste s'explique par l'important degré d'assimilation provoqué par la colonisation française puis par le neocolonialisme découlant de l'intégration de La Réunion à la France en tant que département.

Les dégâts de l'assimilation

A La Réunion, l'engouement autour du parcours de l'équipe de France de football masculin à la Coupe du monde est bien plus important que pour les Jeux des îles à La Réunion. Prenons les paris : quand les Jeux olympiques se dérouleront à Paris l'an prochain, ils

susciteront plus d'intérêt dans notre pays que les Jeux des îles 2023. Pourtant, le nombre de Réunionnais participant aux JO 2024 sera sans doute inférieur à 10 contre plus de 400 à Madagascar aux JIOI 2023.
Ceci rappelle toute la difficulté de La Réunion à s'intégrer dans sa réalité géographique d'île africaine de l'océan Indien. La difficulté n'est pas seulement liée au statut politique mais elle découle aussi, et peut être surtout, de l'assimilation culturelle. A La Réunion pour beaucoup, la référence est une ancienne métropole sur le déclin et pas La Réunion et son environnement en pleine expansion, comme vient de le démontrer encore récemment le grand succès du Sommet des BRICS à Johannesburg.

M.M.

Communiqué de la CGPER

Visite de Philippe Vigier : la CGPER met sur la table des sujets importants pour l'agriculture réunionnaise

Philippe Vigier, ministre délégué aux Outre-mer, arrive à La Réunion ce mercredi 30 août pour sa première visite officielle dans notre département. A cette occasion, la CGPER estime nécessaire d'informer le nouveau ministre sur plusieurs dossiers importants relatifs à l'agriculture réunionnaise.

Le premier point concerne l'élevage. Le cheptel est touché par la leucose bovine. Un plan d'éradication est mis en place. Ce qui a été fait en plus de 20 ans en France Hexagonale doit être réalisé en 4 ans ici. Compte tenu de cette situation, la CGPER demande la validation des procédures pour obtenir des dérogations afin d'accélérer l'assainissement des ruminants en tenant compte de l'aspect économique des exploitations. Ceci soulève notamment le problème de cohérence avec le service SALIM à La Réunion.

Par ailleurs, afin qu'une épizootie telle que la leucose bovine, la grippe aviaire, ou que des ravageurs tels que le petit coléoptère des ruches ou la mouche des fruits ne puissent plus être importés à La Réunion, la CGPER demande de mettre en place à La Réunion un plan de sécurité sanitaire en renforçant les moyens aux frontières (Port et Aéroport), de manière à limiter drastiquement le risque d'introduction de parasites ou de maladies quelconques.

Les agriculteurs réunionnais sont également durement touchés par la hausse considérable du prix des intrants. Les élevages peuvent fournir une matière première de substitution. Mais les épandages sont très limités en surface en raison d'une réglementation inadaptée à la réalité de La Réunion, qui n'est pas celle de la France métropolitaine. C'est pourquoi, compte tenu du contexte local, la CGPER demande de mettre en place des mesures d'adaptation au règlement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). La Réunion n'est pas en zone d'excédents structurelles nitrates.

Dernier point concernant spécifiquement l'élevage, la CGPER demande un assouplissement des mesures de la loi littoral pour que les éleveurs puissent construire des bâtiments agricoles sur leur terrain.

Le gouvernement a mis en œuvre un grand plan de soutien à l'agriculture biologique. L'enveloppe globale s'élève à 60 millions d'euros. Mais en raison de la complexité des procédures et de la spécificité des exploitations réunionnaise très nombreux sont les bénéficiaires potentiels exclus de cette aide nécessaire à leur désendettement. La CGPER demande l'assouplissement des conditions d'accès aux aides afin que ce plan de soutien à l'agriculture bio bénéficie aussi à La Réunion.

Enfin, la CGPER demande que les appels à projet de France Agrimer puissent être régionalisés et traités au niveau de la Préfecture. Ceci permettra aux départements d'outre-mer d'être également des bénéficiaires de ces appels à projet.

Le Président de la CGPER
Jean-Michel Moutama

Communiqué de l'Intersyndicale Réunion

L'intersyndicale interpelle le ministre des Outremers en visite à La Réunion

Dans la continuité des mobilisations contre la réforme des retraites, l'intersyndicale CFDT, CGTR, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, SOLIDAIRES, FSU, SAIPER s'est réunie le lundi 28 août et rappelle qu'elle ne tourne pas la page des retraites ; la prochaine visite du ministre des outremers sera l'occasion d'aborder un certain nombre de dossiers qui concernent la situation sociale de notre territoire.

Le constat est sans appel : L'inflation explose (+7 % en 2 ans), le différentiel de prix entre la Réunion et l'Hexagone s'accroît, les prix des produits alimentaires sont supérieurs de 37 %, l'électricité de 25 % depuis le 1er janvier, le prix de l'eau, des billets d'avion s'envolent…

L'intersyndicale appelle le ministre des outremers à prendre des mesures fortes afin que La Réunion, département le plus pauvre de France (hors Mayotte) ne devienne pas une zone de non droit où des entreprises continuent d'engranger des bénéfices colossaux alors que la population s'appauvrit.

Les politiques de défiscalisation, de zone franche, d'exonérations de cotisations sociales n'ont résolu ni le problème de l'emploi ni celui des bas salaires.

Au moment où le seul ressort du gouvernement est la destruction méthodique des acquis sociaux du Conseil National de la Résistance, tout en pointant du doigt les chômeurs qui seraient responsables de leur situation et subissent des mesures vexatoires (réforme de l'assurance-chômage, RSA contre un travail à 7 euros de l'heure) l'intersyndicale tire la sonnette d'alarme sur une situation sociale qui continue de se dégrader.

C'est pourquoi l'intersyndicale souhaite rencontrer le ministre pour aborder avec lui les points suivants :

Extension systématique et accompagnée de toutes les conventions collectives nationales à La Réunion,
Blocage des prix à la consommation alors que le prix du fret est revenu à la normale depuis plus d'un an et gel des prix des billets d'avion.
Revalorisation des salaires, retraites, minima sociaux et bourses étudiantes tenant compte de la vie chère à La Réunion,
Conditionnalité des exonérations de cotisations sociales,
Des postes budgétaires pour les services publics à la hauteur des besoins pour la population à La Réunion et dans la zone Océan Indien

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Santral nikléèr minyatirizé pou gingn kouran ? Fransh vérité, sa sé in n'afèr nou la pa bézoin

Mézami néna kéktan in miniss gouvèrnman La Franss la propoz sa bann demoune la Nouvèl Kalédoni pou zot lindistri lo nikèl é sa té ékspliké konm sa : lindistri nikel la bézoin bonpé lénèrji é si bann kalédonien i réfléshi bien bann santral nikléèr minyatirizé lé pa in solission a rozété.

Landomin dann Témoignaz néna inn la mète an garde bann rényoné pou o moinss dë rézon : inn pars sé in fasson dévir lo do avèk noute lotonomi énèrzétik donk amar anou dann la dépandanss lindistri l'iraniom, dë pars santral nikléèr minyatirizé sansa non sa i poz problèm é bann zaponé i koné kékshoz avèk zot santral Fukushima in ra d'maré la fou kidsitète é zordi ankor é pou dé zané é dé zané zot sar tarodé avèk sa.

Dèrnyèrman zot la désside dévèrs lo kontaminé dann loséan passifik pti pé par pti pé ziska sépa konbien d'tan — si tèlman bann shinoi a zisterézon l'apré grogn avèk zot mèm si paré-t-il zot la gingn lotorizassion bann zinstanss nikléèr internassyonal. Alor mi panss bann kalédonien zot ossi zot i doi rofléshir é antouléka zot voizin ostralien é pi néozélandé va komanss rogarde azot torte si sa sé in n'afèr k'i ariv.

Mwin pèrsonèl mi konpran bien pou gouvèrnman franssé sa sé in moiyin pou anspèsh azot dann zot rolassion avèk zot voizin épi an aryèr plan i étoneré pa mwin l'apré rode lo pou avèk lo lante dan la tète bann shinoi — pars La Franss i suiv l'Amérik dann son politik l'agréssion konte la Shine mé nou na lo tan pou arvoir sa… Konm zot i konpran La Franss i konporte ali konm lo pti solda l'Amérik mèm si l'Amérik i jenn pa li pou anvoye bann fransé dingué pou in marshé d'soumarin.

Lé loin lo tan lo ministe zafèr zétranjèr franssé téi rédi avèk bann zamérikin laba l'ONU. Lé loin lo tan zénéral De Gaulle téi amenn in politik l'indépandanss nassyonal… Mèm si zordi lo monde la shanjé é l'Amérik i pé pi fèr sak li téi fé avan o bon tan l'inpèryalism Yankée mé bann dirizan la Franss i konpran pa lo mond i shanj sou zot pyé.

A bon antandèr, salu !

Justin